

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

Il y a près d'un an, les responsables de l'UE décidaient de récompenser financièrement les producteurs laitiers qui réduisaient, sur une base volontaire, leur production entre le quatrième trimestre 2016 et janvier 2017. Cette décision a contribué de façon significative au changement radical enregistré sur le marché du lait qui était inondé. Depuis, les prix du beurre et du fromage se sont sensiblement améliorés. Les prix au producteur ont aussi progressivement augmenté pour atteindre actuellement 30 à 35 cents. Le niveau du prix du lait n'est certes pas suffisant, mais l'évolution est à la hausse.

Rappelons-nous : peu de temps auparavant, entre mars et juin 2016, l'UE mettait la quantité impressionnante de 335 000 tonnes de lait écrémé en poudre (LEP) à l'intervention afin d'éviter un effondrement du prix du lait en dessous de 20 cents. Depuis, ces stocks de lait sont comme une épée de Damoclès oscillant au-dessus du marché et ainsi aussi au-dessus de la tête des producteurs laitiers. Contrairement aux prix du beurre et du fromage, les prix du LEP demeurent, depuis des mois, juste au-dessus du prix à l'intervention, et se montent à près de 1 800 euros la tonne. Même si jusqu'à présent, le niveau de la production de lait est inférieur à celui de l'année dernière, la demande en poudre de lait écrémé peut être couverte par la production actuelle.

L'année dernière déjà, l'EMB avait demandé à la Commission de ne mettre la poudre de lait issue de l'intervention sur le marché qu'à un prix équivalent à au moins 40 cents le litre de lait. Une alternative – de loin préférable – consisterait à recourir à de nouveaux débouchés, comme par exemple l'utilisation du LEP dans l'alimentation des porcs. Le 23 janvier de cette année, nous avons organisé une action forte devant le bâtiment du Conseil à Bruxelles au cours de laquelle nous avons mis cette exigence en exergue.

Après avoir lancé toute une série d'appels d'offres restés sans succès, la Commission a mis 100 tonnes de LEP à la vente pour un prix de 1 850 € la tonne. En cassant ainsi les prix, un signal désastreux est envoyé aux opérateurs sur le marché. Les acheteurs de l'industrie agro-alimentaire peuvent continuer à spéculer sur une poudre de lait bon marché. La poursuite de l'indispensable reprise du marché s'en trouve ralentie, voire entravée, avec des répercussions sur le marché laitier au niveau mondial. La folie de la production débridée et du stockage insensé qui s'ensuit, est manifeste. L'EMB mettra tout en œuvre pour éviter que les stocks continuent à être dilapidés. Il s'agit là d'une condition cruciale pour que les prix au producteur puissent atteindre 40 cents, voire davantage.

Nous avons pris une première mesure et envoyé une lettre très claire à Phil Hogan, Commissaire européen chargé de l'agriculture. Dans ce courrier, nous lui rappelons ses responsabilités eu égard au niveau du prix du lait à l'échelle mondiale. Non seulement, les prix bradés pratiqués nuisent aux producteurs laitiers européens, mais ils détruisent aussi les marchés dans les pays tiers. Si la Commission ne revient pas à la raison, nous, producteurs laitiers serons contraints de répondre par des actions plus dures.

Romuald Schaber, président de l'EMB

EMB bulletin juillet 2017

- Bref aperçu du secteur laitier estonien
- Vif émoi parmi les producteurs laitiers suisses
- Le beurre et l'argent du beurre
- Evaluation du rapport de la Commission européenne sur le « paquet lait »
- La Conférence européenne du lait équitable met en lumière des projets innovants des producteurs de lait
- Vous pouvez nous trouver sur Facebook

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org
www.europeanmilkboard.org

Bref aperçu du secteur laitier estonien

Au 1er juillet, l'Estonie a pris la présidence de l'UE pour les six prochains mois - c'est l'occasion de se pencher sur la production laitière de ce pays balte.

© wikimedia

L'agriculture estonienne a une longue tradition qui remonte à plusieurs siècles. Le développement du secteur laitier a été assuré par les conditions naturelles ainsi que par des siècles d'élevage de bétail, avec comme conséquence des troupeaux sains et hautement productifs.

Production laitière

La production laitière se concentre dans de grandes exploitations comptant plus de 100 têtes de bétail et équipées d'installations de traite et de réfrigération modernes. Près de 40 % du lait est produit dans des exploitations de plus de 600 têtes de bétail. Les exploitations disposent d'installations de traite automatiques, et approximativement 15 % de la traite est réalisée par des robots. Le contrôle de qualité du lait cru est effectué par un laboratoire indépendant sans lien avec les transformateurs laitiers. Des échantillons de lait sont analysés toutes les semaines conformément aux normes de qualité et aux dispositions du ministère des Affaires rurales. Près de 90 % du lait est conforme aux normes européennes relatives au lait cru.

Comme dans d'autres Etats membres, le nombre de producteurs laitiers estoniens a chuté ces dernières années et est passé de 2.028 (2004/2005) à 863 (2014/2015).

Industrie de la transformation laitière

La part des entreprises de transformation du lait est moins concentrée en Estonie. En 2016, la part de marché de quatre usines de transformation s'élevait à 63 %, et celle des deux plus grandes usines de transformation à 43 % du chiffre d'affaires total du secteur. Selon le registre du département estonien de l'alimentation et des questions vétérinaires, il y a 25 unités de transformation du lait en Estonie, dont deux sont des coopératives ayant une part de marché d'approximativement 20 %.

Les principaux produits sont le fromage (approximativement 35 % du lait cru est transformé en fromage), des produits à base de lait de consommation tels que le lait de consommation, le yaourt, la crème, des desserts et différentes poudres de lait et de lactosérum.

De petites laiteries se sont démarquées grâce à des créneaux, tels que les produits laitiers contenant des additifs exclusifs et des produits traditionnels nationaux. Au cours de ces dix dernières années, le secteur laitier estonien a constamment fait l'objet d'investissements dans de nouveaux équipements et dans de nouvelles technologies de conditionnement. Ces mesures permettent de garantir la qualité des produits et allongent la durée de conservation de ces derniers, avec en outre des emballages plus pratiques.

Recherche et développement

Les producteurs laitiers travaillent en étroite collaboration avec des universités et instituts de recherche estoniens dans le domaine des additifs pour l'ensilage et des probiotiques pour produits laitiers. Les produits laitiers fonctionnels tels que le *fromage Harmony* enrichi contenant des bactéries probiotiques qui diminuent la tension artérielle, répondent aux nouvelles exigences des Estoniens en matière de santé.

Commerce extérieur

Le secteur laitier estonien est orienté vers l'exportation. Il représente approximativement un tiers de l'ensemble des exportations alimentaires et quelque 20 % des produits agricoles. La balance du commerce extérieur des produits agricoles est toujours positive. Nos principaux partenaires en termes d'exportations sont les pays de l'UE (98 %), tels que la Lituanie (31 %), la Lettonie (26 %), la Finlande (20 %) et l'Italie (8 %). La part des pays tiers n'est pas très significative, néanmoins croissante, à titre d'exemple le Japon, la Malaisie, le Vietnam et l'Afrique du Sud.

Graphiques sur le secteur laitier estonien

Tiina Saron, Chambre de commerce et de l'agriculture estonienne (ECAC)

Vif émoi parmi les producteurs laitiers suisses

© Uniterre

producteurs laitier en Suisse.

Suite à la décision de l'Interprofession du lait (IP Lait) de ne pas relever le prix indicatif du kilo de lait au 3^{ème} trimestre 2017, prix actuellement à CHF 65 ct/kg (59,7 EUR ct/kg) , beaucoup de colère s'est manifesté de la part des

La mascarade continue ! Les mois et les années passent, et rien ne semble vouloir changer. Mais quel changement peut-on bien espérer, quand le système n'évolue pas, et se contente de regarder les fermes laitières de notre pays tomber les unes après les autres dans un implacable jeu de domino ? Insidieusement, l'annonce du prix indicatif par kilo de lait pour le segment A (lait de consommation), faite au beau milieu d'un week-end prolongé, me laisse un goût très amer. De nombreux indicateurs sont au vert : embellie des marchés internationaux, régression de la production laitière helvétique d'environ 5.1% par rapport à la même période en 2016 et les stocks de beurre ont fortement diminué. L'IP lait continue pourtant de se moquer ouvertement des producteurs de lait. Les 65 cts/kg fixés sont une triple injure, car ils ne suivent pas l'évolution du marché, ils sont largement en dessous des coûts de production et ils ne sont de toute façon que rarement payés entièrement,

l'acheteur disposant ensuite d'une marge de manœuvre confortable pour rétribuer le lait comme bon lui semble.

Il est important de rappeler que, alors que tous les acteurs de la filière déterminent leur prix de vente de façon à ce qu'il couvre les frais de production, cela n'est toujours pas le cas pour les paysans !

L'heure n'est désormais plus aux palabres sans fin portant sur quelques misérables centimes de plus. L'IP lait ne fait pas son travail : entièrement soumise aux acheteurs et transformateurs, il est évident qu'elle ne respecte pas l'objectif fixé, à savoir la répartition équitable de la valeur ajoutée de la filière lait auprès de tous les acteurs du marché. Il faut réformer un système qui n'a pas fait ses preuves, et rétribuer les paysans à la hauteur des efforts consentis au quotidien.

Claude Demierre, président de la Commission Lait d'Uniterre

Article [Manifestation Uniterre réussie devant l'IP Lait ce 4 juillet](#)

Le beurre et l'argent du beurre

Le marché du lait est actuellement le théâtre d'une évolution étonnante : depuis le début de l'année, les prix payés aux éleveurs laitiers stagnent ou connaissent seulement une hausse très modérée et il est très difficile d'écouler les protéines lactiques, ce qui est certainement lié aux 350 000 tonnes de lait en poudre que l'UE a accumulées à la suite de la crise laitière et qui sont actuellement pratiquement invendables. À l'opposé, la matière grasse du lait, qui est généralement retraitée pour faire du beurre ou de la crème, est plus chère que jamais !

© AbL

Le prix du beurre en vrac vient ainsi de passer la barre des 6 euros. Dans le commerce de détail, le prix d'une plaquette de beurre a presque doublé depuis l'été dernier et les transformateurs et les médias agitent déjà le spectre d'une pénurie de beurre. Cela est sûrement partiellement dû à une baisse des livraisons de lait à la suite des fermetures d'exploitations et des programmes de réduction, ainsi qu'à la faible teneur en lipides du lait depuis l'année dernière. Par ailleurs, on observe également une croissance de la demande en matière grasse lactique des consommateurs et de l'industrie alimentaire. La mauvaise image des graisses, censées faire grossir et provoquer des maladies cardio-vasculaires (il suffit de prononcer le mot « cholestérol »), s'est transformée. Ce sont désormais les graisses végétales, comme l'huile de palme, qui se retrouvent en butte à la critique d'un point de vue sanitaire, mais aussi environnemental.

Cette réhabilitation des lipides est une très bonne nouvelle pour les éleveurs laitiers. En effet, les laiteries ont prêché pendant des décennies que les matières grasses du lait « mauvaises pour la santé » étaient difficiles à écouler et la rémunération de la teneur en lipides du lait a continuellement baissé, de 10 *pfennig* par pourcentage de matière grasse à seulement 2,2 centimes actuellement. Ceci était particulièrement fatal au temps des quotas laitiers car une exploitation dont le lait avait une teneur en matière grasse trop élevée voyait son quota réduit, alors que la matière grasse n'était plus rémunérée en conséquence. Les producteurs de lait ont donc naturellement essayé de réduire la teneur en matière grasse, d'une part par l'alimentation, mais aussi en élevant des vaches donnant des teneurs en matière grasse plus faibles. Cela a contribué au « déferlement » des races très laitières et des lignées à fort rendement laitier pour moins de constituants, surtout les Holstein-frisonnes Pie noires et Pie rouges. Cette évolution s'est faite au détriment d'autres races, comme les Rotvieh ou les jersiaises, qui ont été élevées pendant des siècles pour obtenir de bons constituants du lait. De nos jours, on redécouvre leurs qualités. L'entreprise néerlandaise « Holland Jersey » commercialise ainsi des produits laitiers exclusivement à base de lait de vaches jersiaises et met en avant leur bon goût. De plus en plus d'acheteurs directs apprécient également le lait non traité, dont la teneur en matière grasse est naturelle et généralement plus élevée, qu'ils achètent par exemple à des distributeurs automatiques de lait. Les consommateurs accordent de l'importance aux différences de qualité et de goût et sont prêts à mettre la main au portefeuille.

Si les clients sont disposés à payer plus, il reste maintenant aux laiteries à répercuter cette tendance rapidement aux éleveurs laitiers. D'une part, le contexte de prix record du beurre pourrait certainement faire augmenter plus rapidement le prix du lait au producteur. D'autre part, les laiteries pourraient relever la rémunération des lipides du lait, comme ils l'ont réduite à l'époque où la matière grasse était peu valorisée. Cela favoriserait de manière ciblée la livraison de lait à forte teneur en matière grasse. Il y aurait ainsi une incitation à augmenter de nouveau la teneur en matière grasse, par l'alimentation dans le court terme et, dans le long terme, par de nouvelles orientations d'élevage et même par le choix d'autres races. En conclusion, Messieurs les dirigeants de laiteries : n'hésitez surtout pas à répercuter les effets de prix positifs aux producteurs !

Ottmar Illchmann, AbL Allemagne

Evaluation du rapport de la Commission européenne sur le « paquet lait »

Le rapport livre des informations sur l'évolution des organisations de producteurs dans l'Union européenne et permet un aperçu large du sujet. Cependant, ces informations ne suffisent point. Ainsi, le nœud du problème, à savoir la production de lait contractualisée dans son ensemble, n'est pas abordé, probablement parce que le sondage qui sert de socle à ce rapport n'évoque pas ce thème (cf. article 148 du règlement UE 1308/2013). Par ailleurs, les enquêtes ne vont pas suffisamment en profondeur pour dégager des témoignages fiables concernant la situation. Elles livrent peut-être un premier aperçu important, mais elles devraient absolument être élargies et intégrer l'analyse des données relatives aux prix et aux coûts dans les pays.

Une carence saute particulièrement aux yeux et pose problème, à savoir que le rapport ne prend pas en compte la totalité de la filière laitière. En outre, le rapport passe sous silence le fait qu'il est dérogé aux principes fondamentaux d'une concurrence effective dans le secteur laitier. Il se contente de faire état d'un patchwork inutile dans la pratique ou de possibilités peu efficaces. Dans ce contexte, nous suggérons aux rédacteurs du rapport de jeter un œil sur les études sectorielles telles que celle commanditée par l'Office allemand de la concurrence (Bundeskartellamt). Comme le démontre en l'occurrence une étude actuelle, les dysfonctionnements du marché découlent des conditions de livraison étendues associées à une obligation de livraison exclusive et à de longs délais de résiliation et d'une fixation des prix a posteriori. Tel est le contexte dans lequel les organisations de producteurs doivent aussi naviguer. Il importerait, dès lors, d'intégrer aussi ces observations dans l'analyse. A défaut, aucune évaluation fiable de la situation du marché laitier et du fonctionnement du « paquet lait » ne pourra être accomplie.

Silvia Däberitz, EMB

Evaluation du rapport de la Commission européenne sur l'évolution de la situation sur le marché des produits laitiers et de la mise en oeuvre du « paquet lait »

Communiqué de presse de l'EMB du 30 juin: La Commission internationale de regroupement des producteurs laitiers appelle la politique européenne à ne pas omettre des aspects importants du secteur laitier

La Conférence européenne du lait équitable met en lumière des projets innovants des producteurs de lait

Communiqué de presse de l'EMB du 14.06.2017:

« En toutes choses justice, et ce sera assez de liberté. » Cette citation de Joubert semble taillée sur mesure pour les 5 agriculteurs qui ont présenté leurs projets sur le lait équitable.

« Cela a commencé avec la simple idée de trouver un moyen de subsistance équitable », explique Michael Braun du projet du lait équitable en Allemagne pour décrire les premiers pas des collègues allemands. « On trouve désormais la marque *Lait équitable* dans six pays et chaque litre vendu équivaut à une dose d'autodétermination pour nous, les agriculteurs. »

Cette quatrième Conférence européenne du lait équitable, qui était organisée cette année à Würzburg par Die Faire Milch Allemagne et l'European Milk Board, était placée sous le parrainage du ministre-président de Bavière, Horst Seehofer.

La Conférence européenne du lait équitable récompense l'engagement en faveur d'une agriculture durable

La « Faironika en or » dans la catégorie « responsable politique », qui récompense un engagement particulier pour le secteur laitier, a été décernée cette année à l'ancien ministre français de l'agriculture, M. Stéphane Le Foll. Dans son éloge, Romuald Schaber, le président de l'European Milk Board, a salué l'engagement de l'ancien ministre : « M. Le Foll a compris que, si l'on voulait atteindre un prix acceptable du lait, il fallait s'attaquer aux volumes de lait ! Il a imposé ses propositions de réduction des volumes au niveau européen, avec véhémence et face à toutes les oppositions. »

Une plateforme d'organisations espagnoles – notamment l'organisation des producteurs de lait OPL (Organización de Productores de Leche) – a été récompensée pour son impressionnante « marche blanche » qui a vu des centaines de personnes descendre dans la rue au cours de l'été 2015 pour réclamer des prix équitables du lait. La Faironika en or dans la catégorie « agriculteur » a été décernée à Boris Gondouin, un producteur de lait français, qui « s'engage corps et âme pour des conditions équitables pour les éleveurs laitiers ».

L'Allemagne, le pays hôte, a remis une Faironika en or au ministre de l'agriculture de Basse-Saxe, Christian Meyer, à l'organisation Misereor et à l'agricultrice allemande Kirsten Wosnitza.

Le lait équitable dans six pays européens

Créé en 2006 par des éleveurs laitiers en Autriche, le projet de lait équitable est désormais présent dans six pays de l'UE. Actuellement, divers produits de lait équitable sont disponibles dans le commerce en Belgique, Allemagne, France, Luxembourg, Italie et Autriche.

Die faire Milch en Allemagne :

« Avec ses critères stricts de qualité, le lait équitable est tout simplement bon. Le prix équitable du lait contribue à ce que l'industrie laitière devienne plus juste et à ce que nous, les éleveurs laitiers, puissions continuer à vivre de notre travail à l'avenir. »

Fairebel en Belgique :

« Meuhrci ! pour les 8 millions de litres de lait équitable vendus en 2016. Notre objectif est que chaque habitant de la Belgique boive, à l'avenir, notre lait équitable ».

A faire Milch en Autriche :

« Seuls les emballages portant la mention « Guat.Fair » renferment 100 % d'avenir pour nos agriculteurs. En effet, nos agriculteurs reçoivent un supplément de 10 centimes pour chaque litre de lait équitable. »

Fairefrance en France :

« Nos producteurs de lait ont mis leur idée en œuvre : la marque Lait équitable donne à nos agriculteurs une place stable dans la filière agroalimentaire et une rémunération décente pour leur travail. »

Il latte onesto en Italie :

« 100% honnête, bon et équitable. Notre lait équitable soutient l'agriculture, l'environnement et le développement rural. »

D'fair Mëllech au Luxembourg :

« Les consommateurs doivent surtout pouvoir faire confiance aux produits qu'ils achètent. Les luxembourgeois, des petits enfants au Grand-Duc, sont grands amateurs de nos produits laitiers équitables. »

Vous pouvez nous trouver sur Facebook

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-juillet-2017.html>